

Vers l'Agenda post-2030

Bulletin GSI de juillet 2026

Sibi Bonfils, GSI

1. Introduction

L'Agenda 2030 et ses objectifs globaux, les 17 Objectifs de développement durable (ODD) et leurs 169 cibles, adoptés en septembre 2015, arrivent à échéance dans quatre ans. Le bilan de leur mise en œuvre que présenté par le Secrétaire Général des Nations Unies (SGNU) dans son **Rapport 2026 sur les ODD**¹ fait part des progrès tangibles observés, en ce qui concerne notamment l'accès à l'eau potable, à l'assainissement, à l'électricité et à l'Internet.

Il dresse cependant « *un constat alarmant* » au niveau de l'éradication de l'extrême pauvreté, de l'insécurité alimentaire, de la mortalité maternelle, de la scolarisation des enfants et des jeunes, du nombre croissant des réfugiés et de la lutte contre le changement climatique.

Il souligne à grands traits que seuls 36 % des cibles évaluées sont en bonne voie d'être atteints, tandis que près de la moitié (49%) stagnent et que 15% ont reculé par rapport à leur niveau de 2015. Pour le SGNU, l'intensification des conflits locaux ou géopolitiques, les effets du changement climatique, le ralentissement de la croissance économique, l'alourdissement de la dette et la baisse record de l'aide publique au développement ont été les principaux freins aux **progrès**, lesquels, conclue-t-il, « **restent largement insuffisants pour atteindre les objectifs d'ici 2030** ».

Ces crises à répétition, qu'elles soient climatiques, sanitaires, géopolitiques ou alimentaires ont par ailleurs **mis en évidence les limites structurelles du cadre actuel** de coopération mondiale que constituent l'Agenda 2030 et ses 17 ODD. Elles justifient, au-delà de tout doute, les réflexions déjà engagées ici et là pour la **révision de ce cadre**.

Dans la Déclaration qu'elle a faite lors de la présentation du **Rapport 2026 sur les ODD**, la Vice-Secrétaire générale de l'ONU, Amina Mohammed, reconnaît implicitement que le processus de **révision de l'Agenda 2030** et donc de **préparation d'un Agenda post-2030** est déjà dans le décor. « *Au lendemain de 2015, il y a eu 2030. Au lendemain de 2030, il y aura assurément une autre date que les États membres se fixeront, car le monde n'a pas encore achevé sa tâche*². », indique-t-elle.

Ce numéro du bulletin s'intéresse à ce processus qui fait déjà l'objet de réflexions nourries et qui devrait être officiellement lancé en 2027. Il est le premier d'une série de numéros que nous envisageons de publier chaque année sur et pendant le processus de préparation de l'Agenda post-2030. Il fait part des prémices de ce processus et des discussions en cours sur le contenu du nouvel Agenda, sur sa gouvernance et sa mise en œuvre.

¹ UN, The Sustainable Development Goals Report 2026, <https://unstats.un.org/sdgs/report/2026/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2026.pdf>

² ONU Info, *Développement durable : des progrès tangibles, mais un retard alarmant*, 7 juillet 2026, <https://news.un.org/fr/story/2026/07/1159116>

2. Les prémices pour l'Agenda post-2030

Les premières annonces concernant l'Agenda post-2030 figuraient déjà dans le **Pacte pour l'Avenir**³ adopté le 22 septembre 2024 par les chefs d'État et gouvernement à la 79^e Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies (AGNU), lors du **Sommet de l'Avenir**.

Dans ce Pacte, les chefs d'État et de gouvernement « *promettent de prendre un nouveau départ en ce qui concerne le multilatéralisme* » avec des mesures visant « *à garantir que l'ONU et d'autres institutions multilatérales clés puissent offrir un avenir meilleur aux populations et à la planète, en nous permettant de respecter les engagements que nous avons pris tout en relevant les nouveaux défis et en saisissant les nouvelles occasions qui se présentent.* ».

Le Pacte pour l'Avenir et les deux textes majeurs qui l'accompagnent, le **Pacte mondial pour le numérique** (Global Digital Compact) et la **Déclaration sur les générations futures**, engagent les États membres sur **des chantiers qui vont bien au-delà de l'Agenda 2030**. Participent de ces chantiers, la gouvernance de l'intelligence artificielle, du numérique et de la cybersécurité, la prise en compte systématique des intérêts des jeunes dans les processus mondiaux de décision, la réforme de la gouvernance mondiale en ce qui concerne notamment le Conseil de Sécurité et l'architecture financière internationale (Banque Mondiale et Fonds Monétaire International), ou la transition vers de nouveaux indicateurs de richesse allant « au-delà du PIB » (*Beyond GDP*).

Les dispositions concernant le post-2030 sont explicites dans le chapitre I du Pacte pour l'Avenir concernant le Développement durable et le financement du développement. Dans la mesure 12 appelant à « *planifier l'avenir et redoubler d'efforts collectivement pour donner un coup de fouet à la pleine réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et au-delà* », les chefs d'État et de gouvernement invitent « le forum politique de haut niveau pour le développement durable, sous les auspices de l'Assemblée générale, à **examiner en septembre 2027 la manière dont nous ferons progresser le développement durable d'ici à 2030 et au-delà**, véritable priorité au cœur de l'action que nous menons. »

La Déclaration ministérielle adoptée récemment⁴, lors de l'édition 2026 du Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) qui s'est tenue de 3 au 16 juillet est encore plus explicite en ce qui concerne le processus post-2030. « *Nous attendons avec intérêt la tenue, en septembre 2027, du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices de l'Assemblée générale, qui donnera une impulsion et des orientations politiques pour accélérer la mise en œuvre intégrale du Programme 2030 et réfléchir à des moyens d'œuvrer en faveur du développement durable d'ici à 2030 et au-delà*, véritable priorité au cœur de l'action que nous menons », indiquent les ministres.

³ UN, Pacte pour l'Avenir, Septembre 2024, <https://docs.un.org/fr/A/RES/79/1>

⁴ UNECOSOC, Projet de déclaration ministérielle du débat de haut niveau de la session de 2026 du Conseil économique et social et du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil, présenté par le Président du Conseil, Lok Bahadur Thapa (Népal), 9 juillet 2026, https://documents.un.org/symbol-explorer?s=E/2026/L.16&i=E/2026/L.16_1784099089676

3. Quel Agenda pour l'après-2030?

Pour répondre à cette question, des réseaux académiques et scientifiques rattachés à l'ONU, l'ONU elle-même, des Organisations internationales indépendantes représentant la communauté scientifique et technologique mondiale auprès des instances onusiennes, des Organisations intergouvernementales comme l'OCDE ou des Collectifs de la Société Civile du Nord comme du Sud, s'activent et prennent position dans des textes qu'ils ont commencé à rendre publics depuis 2025. Pour les besoins de ce bulletin, trois de ces publications parues en 2026 ont été retenues pour une analyse comparative permettant de confronter des visions et des approches pouvant converger sur certains points et grandement diverger sur d'autres.

Les tableaux ci-dessous en donnent un premier aperçu. Un dossier plus détaillé produit avec l'appui d'une IA complète l'analyse.

Le premier de ces tableaux campe les publications en précisant l'organisation porteuse, le titre de la publication et la date de parution

Dimension / Critère	SDSN (Sustainable Development Solutions Network)	Collectif de scientifiques sous l'égide de SEI (Stockholm Environment Institutel)	Forus (Réseau mondial de plateformes ONG)
Organisation / Type d'acteur	Réseau académique et scientifique international créé en 2012 sous l'égide du Secrétaire général des Nations Unies. Mobilise l'expertise mondiale en science, technologie et politiques publiques pour des solutions pratiques au développement durable.	Un collectif de scientifiques réunis autour de l'Initiative post-2030 par l'Institut de l'Environnement de Stockholm (IES – SEI, Stockhol Environment Institute) et Monash University de Melbourne, Australie	Réseau mondial de plateformes nationales d'ONG et de coalitions régionales, member-driven. Représente la société civile organisée du Sud comme du Nord, avec 74 plateformes nationales et 8 coalitions régionales, soit plus de 24 000 ONG.
Titre de la publication	<i>Implementing Sustainable Development: 2030 and Beyond</i> – Sustainable Development Report 2026 (SDR 2026, 11e édition)*	<i>A theory of change approach to enhance the post-2030 sustainable development Agenda. A better approach is needed to assess potential impact and feasibility of proposals, in Nature Sustainability</i> *	<i>Forus Post-2030 Vision (2025)</i> – incluant un résumé exécutif «Les 3D de la vision post-2030 » et une campagne multilingue associée*
Année / Période de publication	Juin 2026 (SDR 2026) ; s'inscrit dans une série annuelle depuis 2016. Reflète les données les plus récentes sur la mise en œuvre des ODD à mi-chemin de la période finale.	Publié le 15 janvier 2026 par un collectif de 23 auteurs sous la direction de Cameron Allen, Monash Sustainable Development Institute.	2025 – lancé à l'approche du HLPF 2025 et du Sommet ODD 2027. Élaboré avec les membres du réseau Forus lors de consultations mondiales inclusives.

*Voir références bibliographiques 5,6 et 7 de la Bibliographie à la fin de l'article

Le second tableau ci-dessous propose les visions centrales et quelques-unes des idées clés que les organisations porteuses veulent mettre sur la place publique pour essayer d'influencer les choix en ce qui concerne l'Agenda post-2030, le prochain cadre de coopération mondiale.

Dimension / Critère	SDSN (Sustainable Development Solutions Network)	Collectif de scientifiques sous l'égide de SEI (Stockholm Environment Institutel)	Forus (Réseau mondial de plateformes ONG)
Vision centrale pour l'après-2030	Maintenir et renforcer le cadre des ODD au-delà de 2030 jusqu'à mi-siècle (2050), en mettant l'accent sur la mise en œuvre effective. « Nous avons voulu les objectifs. Maintenant, nous devons vouloir les moyens » Large soutien public mondial au maintien du cadre SDG attesté par une enquête auprès de 127 pays. (voir graphique annexe) Les huit priorité présentées ci-dessous devraient structurer l'Agenda post 2030	Tout futur agenda doit être construit sur une théorie du changement explicite, permettant de répondre à deux questions clés : i) Comment les propositions amélioreront-elles réellement la mise en œuvre? et ii) Pourquoi sont-elles politiquement et institutionnellement faisables? Cette approche vise à : iii) Clarifier les chaînes causales entre objectifs, politiques, capacités et résultats, iv) Identifier les conditions préalables à la transformation (financement, gouvernance, coordination, participation), v) Évaluer la faisabilité politique des propositions, souvent négligée dans les débats sur les ODD..	Un agenda post-2030 universel, fondé sur les droits, transformateur et corrigeant les faiblesses structurelles des ODD (financement, responsabilisation, localisation). La vision est ancrée dans la préparation politique à plusieurs futurs possibles (continuité, reset ou fragmentation). Le prochain cadre ne doit pas être plus faible ni plus sélectif que les ODD. Le Forum des ONG dit surtout avec ses 3D CE QU'IL FAUT : ○ DÉFENDRE (DEFEND) ○ DEMANDER (DEMAND) ○ DÉCLINER (DECLINE)
Les idées-clés	i) Renforcer les institutions multilatérales — l'ONU reste le pivot central de la gouvernance mondiale. ii) Mobiliser des financements massifs : au moins 4 000 milliards de dollars par an vers les pays en développement. iii) Accélérer les transitions énergétique, alimentaire et numérique — avec un rôle moteur pour la technologie. iv) Mieux mesurer les progrès au-delà du seul PIB, avec des indicateurs de bien-être et de durabilité. v) Réformer les règles du commerce et de la dette internationale pour rééquilibrer les rapports Nord-Sud.	i) Le PIB est un mauvais thermomètre du développement — il faut des indicateurs alternatifs plus holistiques. ii) Les ODD ont sous-estimé les inégalités au sein des pays, pas seulement entre les pays. iii) Les droits humains doivent être au cœur du prochain agenda, pas en périphérie. iv) Les données sur les progrès sont souvent incomplètes ou biaisées — il faut une révolution statistique. v) L'agenda post-2030 doit être co-construit avec les populations concernées, pas seulement avec les gouvernements.	i) Les communautés locales doivent avoir un vrai pouvoir décisionnel — pas seulement consultatif. ii) La justice climatique est non-négociable : les pays riches doivent assumer leur responsabilité historique. iii) Le financement de la société civile est dramatiquement insuffisant — et souvent conditionné politiquement. iv) Les États doivent rendre des comptes : des mécanismes contraignants de suivi sont indispensables. v) L'agenda post-2030 doit reconnaître la diversité des modèles de développement — pas imposer un modèle unique..

Une fiche d'information préparée pour chacune de ces publication et des graphiques qui en proviennent sont proposés en annexe, comme le dossier détaillé sus-visé produit avec

l'appui d'une IA. Ces documents complètent les informations données dans ces tableaux ainsi que l'analyse comparative figurant dans le tableau « Qui dit quoi » de l'annexe .

On trouvera, i) résumés ci-après, quelques points de convergence et, plus loin, en guise de conclusion, ii) ce qu'il convient de garder présent à l'esprit tout au long du processus de préparation de l'Agenda post-2030, tel que cela résulte des analyses assistées par l'IA.

4. Des points de convergence entre les trois publications

Malgré les mandats distincts des organisations porteuses de ces trois publications, elles s'accordent sur plusieurs grandes orientations pour l'Agenda post-2030. Les points de convergence peuvent se résumer comme suit

- ✓ **Maintien et renforcement du cadre des ODD** avec le rejet de toute tentative d'affaiblissement de l'ambition de l'Agenda 2030. Elles plaident pour que l'agenda post-2030 soit au moins aussi ambitieux que l'Agenda 2030 et ses 17 ODD, tout en corrigeant leurs lacunes.
- ✓ **Universalité et équité** : L'Agenda post-2030 doit être universel, applicable à tous les pays (Nord et Sud) et centré sur le principe de ne laisser personne de côté (*Leave No One Behind*). Les inégalités — économiques, de genre, régionales — figurent parmi les préoccupations communes.
- ✓ **Réforme de la gouvernance mondiale** : Les mécanismes de gouvernance globale actuels s'étant révélés insuffisants, une réforme du multilatéralisme, notamment du système des Nations Unies, est jugée indispensable pour donner au cadre post-2030 les moyens de ses ambitions.
- ✓ **Réforme de l'Architecture financière** . L'inadéquation du financement est considérée comme l'obstacle central. La réforme devrait permettre d'investir davantage dans le financement du développement et dans la coopération scientifique.
- ✓ **Science, données et savoirs locaux** : L'articulation entre connaissance scientifique, données communautaires et action doit être intégrée dans les processus de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation
- ✓ **Rôle des acteurs locaux et du Sud global** : La nécessité de renforcer la voix, les ressources et le pouvoir des acteurs du Sud global et des entités locales est soulignée par les trois publications, avec des formulations différentes selon leur perspective.
- ✓ **Urgence d'agir dans la période 2025-2030** : Chacune des trois publications souligne que les années restantes avant 2030 sont déterminantes : les décisions prises maintenant prépareront le terrain du cadre post-2030 et ne peuvent être repoussées.
- ✓ **Intégration de la dimension environnementale et climatique** : La crise climatique, la perte de biodiversité et les limites planétaires figurent parmi les défis centraux à intégrer dans le prochain cadre mondial, quelle que soit la perspective adoptée.

5. Conclusion,

En guise de conclusion voici ce qu'il paraît indiqué de garder présent à l'esprit tout au long du processus de préparation de l'Agenda post-2030.

Le débat engagé sur le post-2030 n'est pas que technique — il est profondément politique. Derrière les questions de financement, d'indicateurs et de gouvernance se cachent des choix de valeurs : efficacité ou justice ? Réforme ou transformation ? Expertise ou participation citoyenne ? Les trois documents montrent que l'agenda post-2030 sera le reflet d'un choix de société.

Les ODD ont ouvert la voie — mais ils n'ont pas suffi. L'Agenda 2030 a eu le mérite d'unifier le monde autour d'objectifs communs. Mais les trois publications s'accordent pour dire qu'il était trop prudent, trop axé sur la croissance, et pas assez contraignant pour les États. Le prochain cadre devrait corriger ces lacunes.

La société civile veut un siège à la table, pas dans la salle d'attente. C'est le message central de Forus — et il résonne dans les deux autres publications. Les ONG, les communautés locales et les citoyens ordinaires ne peuvent plus être de simples bénéficiaires ou des consultés de dernière minute. Leur participation doit être structurelle.

On ne peut pas séparer développement et justice climatique. Les trois publications s'accordent sur le fait que la crise climatique doit être la toile de fond de tout l'agenda post-2030. Tout financement, tout objectif, tout indicateur doit être pensé en lien avec elle.

La bataille des indicateurs est une bataille politique. Allen et coll. le montrent clairement : mesurer le bon développement, c'est déjà choisir quel développement on veut. Qui mesure quoi, avec quelles données, validées par qui — ce sont des questions de pouvoir.

Bibliographie

1. UN, The Sustainable Development Goals Report 2026, <https://unstats.un.org/sdgs/report/2026/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2026.pdf>
2. UN, *Pacte pour l'Avenir*, Septembre 2024, <https://docs.un.org/fr/A/RES/79/1>
3. ONU Info, *Développement durable : des progrès tangibles, mais un retard alarmant*, 7 juillet 2026, <https://news.un.org/fr/story/2026/07/1159116>
4. UNECOSOC, *Projet de déclaration ministérielle du débat de haut niveau de la session de 2026 du Conseil économique et social et du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil, présenté par le Président du Conseil, Lok Bahadur Thapa (Népal)*, 9 juillet 2026, https://documents.un.org/symbol-explorer?s=E/2026/L.16&i=E/2026/L.16_1784099089676
5. Jeffrey D. Sachs and All., SDSN, *Sustainable development report 2026*, June 2026, <https://s3.amazonaws.com/sustainabledevelopment.report/2026/sustainable-development-report-2026.pdf>
6. Cameron Allen and All., *A theory of change approach to enhance the post-2030 sustainable development agenda*, January 2026,

<https://www.science.org/eprint/K8XYV6IEY2MRTG9JHDKN/full?activationRedirect=/doi/full/10.1126/science.adz5704>

7. FORUS, Forus post-2030 Vision Paper, April 2026, <https://www.forus-international.org/en/pdf/forus-post-2030-vision-paper>

ANNEXE 1: FICHES D'INFORMATION SUR LES TROIS PUBLICATION

1.1 Sustainable Development Report 2026 - SDSN

SCHÉMA DIRECTEUR ET PROPOSITIONS POST-2030

Architecture de mise en œuvre du Développement Durable à l'horizon 2030 et au-delà

Source : Sustainable Development Report 2026 (Partie 1) — J. Sachs, G. Lafortune, G. Fuller, G. Iablonski (SDSN)

Constat Clé du Rapport 2026 : Les Objectifs de Développement Durable (ODD) conservent un soutien politique mondial massif à l'ONU. Néanmoins, moins de 20 % des cibles sont en voie d'être atteintes d'ici 2030. L'enjeu central post-2030 n'est pas de renier les objectifs, mais d'adapter les **Moyens d'Exécution** (Financement, Gouvernance, Planification & Science) à la hauteur des ambitions.

1. Schéma Synthétique : Cadre Stratégique Post-2030

1. PAIX & RÈGLES

- Arrêt des conflits armés
- Réduction des budgets militaires (\$2 900 Md\$)
- Restauration de la Charte ONU & CSNU

2. PLANIFICATION

- 6 Transformations clés
- Plans décennaux (10-30 ans) articulés objectifs/leviers
- Synergies vs ~~compromis~~

3. ANCRAGE TERRITORIAL

- Blocs régionaux décisionnels (UA, UE, ASEAN...)
- Action locale/urbaine (VLR, C40) & Universités

4. LEVIERS D'EXÉCUTION

- Fiscalité mondiale dédiée
- Gouvernance de l'IA & Biotechnologies
- Nouveaux campus ONU régionaux

FONDATIONS PERMANENTES : CONTINUITÉ DES ODD & DISPOSITIFS DE DÉCISION PARTAGÉS

Conserver la continuité des 17 ODD au-delà de 2030 tout en déployant des outils de science ouverte, données d'observation de la Terre (SIG) et modélisation en temps réel.

FOCUS : LES 6 TRANSFORMATIONS STRUCTURELLES INDISPENSABLES

1. Éducation de qualité, inclusive et formation continue
2. Couverture santé universelle et bien-être
3. Énergie propre et industrie décarbonée
4. Alimentation, terres, eau et océans durables
5. Villes et communautés durables & résilientes
6. Révolution numérique éthique et équitable

2. Analyse Détaillée des 8 Leçons / Recommandations Prioritaires

Leçon 1 : La Paix comme Fondation Absolue

- Action : Stopper les conflits mondiaux (Ukraine, Gaza, Soudan, Sahel...).
- Finance : Réorienter les 2 900 milliards \$ de dépenses militaires mondiales vers les ODD.
- Gouvernance : Restaurer la capacité du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Leçon 2 : Transformations Systémiques vs Business as Usual

- Périmètre : Mettre en œuvre les 6 transformations systémiques.
- Limites : Respecter les limites planétaires et garantir une transition équitable.
- Règle de Tinbergen : Mobiliser autant d'instruments politiques indépendants que d'objectifs visés.

Leçon 3 : Alignement des Horizons d'Investissement

- Capital Humain & Physique : Projets de 25-30 ans pour la décarbonation ou l'éducation.
- Stabilité : Protéger les plans d'investissement pluriannuels contre les crises de liquidité à court terme.

Leçon 4 : Planification Stratégique Décennale

- Preuves : Succès d'initiatives ciblées (Made in China 2025, Pacte Vert Européen, plans Bénin/Ouzbékistan).
- Approche : Articuler investissements publics, R&D, réglementation et formation.

Leçon 5 : Échelle Régionale, Municipale et Universitaire

- Régions : Transformer l'UA, l'ASEAN, l'UE, MERCOSUR en organes d'exécution.
- Villes & Savoirs : Renforcer les VLR, le C40, et mobiliser les universités (SDSN) comme hubs de R&D.

Leçon 6 : Financement Mondial & Fiscalité Internationale

- Fiscalité Globale : Taxer le carbone maritime/aérien, les transactions financières et la publicité numérique.
- Architecture : Réforme des BMD, prêt en monnaie locale, réallocation des DTS et prêteur de dernier ressort.

Leçon 7 : Gouvernance Internationale des Technologies

- Régulation : Normalisation mondiale stricte de l'IA, de la biosécurité (gain de fonction) et de la géo-ingénierie.
- Équité : Éviter la concentration « techno-féodale » des données et des capacités de calcul.

Leçon 8 : Décentralisation ONU & Science Ouverte

- Nouveaux Campus : Implanter de grands campus opérationnels en Asie (Pékin, Delhi), Afrique et Amérique latine (Brésil).
- Outils : Déployer des modèles décisionnels communs basés sur l'open science et l'open data.

1.2 A theory of change approach to enhance the post-2030 sustainable development agenda – Allen C. & All

Analyse Académique & Modélisation Stratégique

CADRE D'ÉVALUATION DES PROPOSITIONS POST-2030

D'après Allen et al., Science (2026) — Théorie du Changement (ToC)

1. Diagnostic : La Théorie du Changement Implicite de l'Agenda 2030

Hypothèse centrale (Défaillante) :

Adoption globale → Cibles/Stratégies nationales → Mobilisation des acteurs → ODD atteints → TRANSFORMATION

⚠ Erreur fondamentale : La transformation systémique doit se produire avant/pendant la réalisation des objectifs, et non comme un résultat final automatique.

- Succès (+) : Légitimité universelle (1+), déclinaison locale/VNR/VLR (2+, 3+, 4+), capacités statistiques et données (5+).
- Echecs (-) : Manque d'incitations et de leadership (2-, 3-), VNR superficielles (4-), HLPF sans pouvoir contraignant (5-), absence de réorientation des flux financiers et des transformations systémiques (8-, 10-).

2. Double Évaluation : Impact vs Faisabilité Politique

1. IMPACT POTENTIEL (Basé sur la ToC)

- **Expliciter la logique** : Expliquer COMMENT & POURQUOI la mesure lève un obstacle précis (le « Black Box » de la transformation).
- **Acteurs & Incitations** : Cibler les acteurs clés au-delà des seuls gouvernements (entreprises, finance, société civile).
- **Éviter la répétition** : Rejeter les propositions du type « More of the same » (ex. ajouter de simples nouvelles cibles sans leviers).

2. FAISABILITÉ POLITIQUE

- **Consensus requis** : Évaluer le niveau de divergence dans un contexte de polarisation et de déclin du multilatéralisme.
- **Contraintes & Coûts** : Niveau de prescription politique, coût financier et souveraineté nationale.
- **Blocs de négociation** : Acceptabilité par l'UE, le G77 + Chine, le Groupe Africain, etc.
- **Dynamique temporelle** : Evolution des opportunités politiques d'ici 2027.

3. Matrice de Décision / Croisement des Propositions

Impact \ Faisabilité	FAISABILITÉ ÉLEVÉE	FAISABILITÉ FAIBLE
IMPACT ÉLEVÉ	🎯 PRIORITÉ ABSOLUE Alignement direct des banques multilatérales de développement et des fonds ONU (ex. FVC, CCNUCC) sur les priorités post-2030.	💡 HAUT DÉFI STRATÉGIQUE Création d'une Commission du Développement Durable de l'ONU à fort pouvoir contraignant avec sanctions et suivi obligatoire.
IMPACT FAIBLE	⚠ IMPACT LIMITÉ / MARGINAL Extension simple de l'échéance temporelle des ODD (ex. reporter à 2045/2050) sans réformer les mécanismes d'exécution.	❌ À ÉVITER / RISQUÉ Réouverture globale des négociations sur les cibles, risquant le recul politique sur les acquis sociaux/écologiques.

4. Feuille de Route et Calendrier Clé

Période	Étape Stratégique
2026 – Début 2027	Travaux de la communauté scientifique : Co-construction d'une Théorie du Changement (ToC) explicite et rigoureuse.
Septembre 2027	Lancement officiel des négociations intergouvernementales à l'ONU pour le cadre post-2030.
Horizon 2030+	Adoption et déploiement d'un cadre mondial fondé sur des leviers de transformation réalistes et financés.

1.3 Forus post-2030 Vision

CARTOGRAPHIE STRATÉGIQUE & SCHÉMA SYNTHÉTIQUE

VISION POST-2030 DU RÉSEAU FORUS

Positionnement politique & priorités d'action pour l'après-ODD

74 Plateformes Nationales

8 Coalitions Régionales

+24 000 ONG Membres

★ VISION GLOBALE DU RÉSEAU

« Un cadre mondial de développement post-2030 ambitieux, fondé sur les droits humains, l'universalité et la justice ; répondant aux crises interconnectées ; soutenu par un financement crédible et une redevabilité stricte ; façonné par la participation de la société civile avec un pouvoir accru pour les acteurs locaux. »

1. LE SOCLE STRATÉGIQUE DES « 3 D »

DEFEND (Défendre)

- **Universalité & Droits** : Un agenda fondé sur les droits humains et le principe « Ne laisser personne de côté ».
- **Multilatéralisme** : Un système international fort, équitable et inclusif face aux crises.
- **Espace Civique** : Reconnu comme bien public essentiel à la participation démocratique.
- **Leadership Local** : Pouvoir de décision direct et ressources accrues pour les acteurs locaux.

DEMAND (Exiger)

- **Réforme Financière** : Annulation de la dette, justice fiscale et APD crédible.
- **Redevabilité Obligatoire** : Suivi transparent et mécanismes d'évaluation contraignants.
- **Rôle Formel des ONG** : Participation institutionnalisée et protégée à tous les niveaux.
- **Nouveaux Enjeux** : Prise en compte des Pertes & Dommages, régulation IA et Paix.

DECLINE (Refuser)

- **Cadre au Rabais** : Sacrifice de l'ambition, de la durabilité ou des droits humains.
- **Statu Quo Financier** : Règles budgétaires inégales et piège de la dette.
- **Redevabilité Performative** : Suivi purement volontaire sans conséquences.
- **Capture Corporate** : Rôle prédominant du secteur privé sans régulation strictes.

2. LES 3 PILIERS D'EXIGENCES INCONTOURNABLES

Pilier 1 : Procès Inclusif & Équitable	Pilier 2 : Principes & Droits Universels	Pilier 3 : Cadre Adapté ("Fit-for-Purpose")
• Participation formelle & sécurisée des ONG • Consultations régionales & nationales financées • Protection active contre le harcèlement/représailles	• Intégration des droits humains & justice sociale • Traitement prioritaire des inégalités (ODD 10+) • Localisation réelle via les Revues Locales Volontaires (VLR)	• Réforme de l'architecture financière (BMM/FMI) • Mécanismes de financement des Pertes & Dommages • Encadrement éthique des technologies et de l'IA

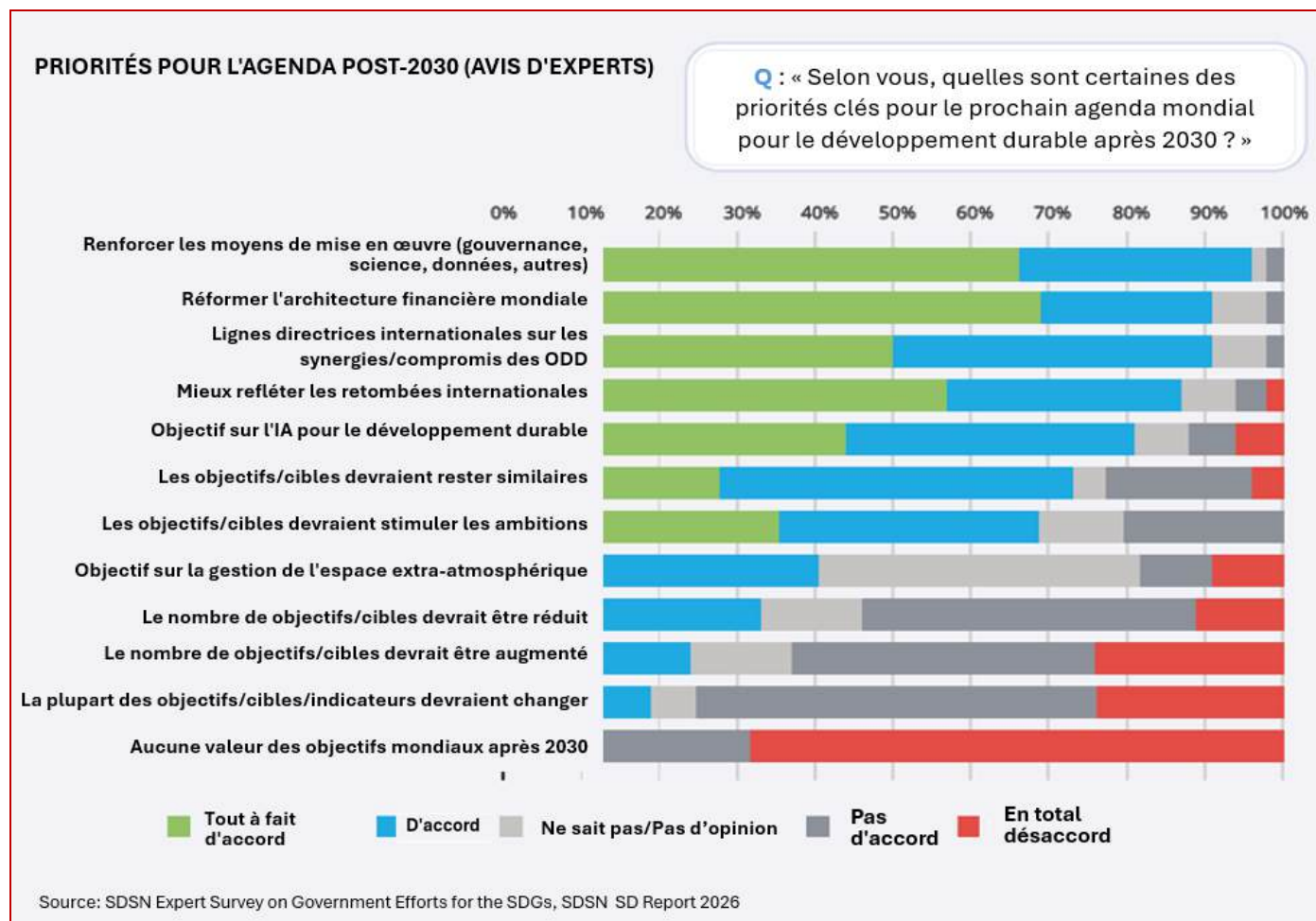
3. FEUILLE DE ROUTE STRATÉGIQUE (2026 – 2030+)

Phase / Période	Moments Clés & Jalons Internationaux	Actions Stratégiques du Réseau Forus
1. Pré-Négociation (2026 – Sept. 2027)	• Forums Régionaux pour le Développement Durable • HLPF (2026 & 2027) & Rapport GSDR 2027 • Sommet ODD à mi-parcours (2027)	• Définir les « lignes rouges » politiques • Cartographier les priorités régionales des membres • Bâtir des alliances stratégiques mondiales
2. Négociation Officielle (Sept. 2027 – 2030)	• Négociations Intergouvernementales ONU • Sommets G7 / G20 / BRICS / COP Climatiques • Sommet ODD d'Adoption (2030)	• Plaidoyer direct sur les textes de négociation • Mobilisation des voix du Sud et leaders locaux • Campagnes publiques globales de pression
3. Mise en Œuvre & Suivi (Post-2030)	• Entrée en vigueur du nouveau cadre mondial • Cycles de revues VNR / VLR à l'ONU	• Suivi indépendant ("Shadow Reporting") • Monitoring strict des engagements financiers

Document produit pour le réseau FORUS — Une page synthétique d'orientation politique post-2030

ANNEXE 2 : FIGURES TIRÉES DES TROIS PUBLICATIONS

2.1 Sustainable Development Report 2026 - SDSN

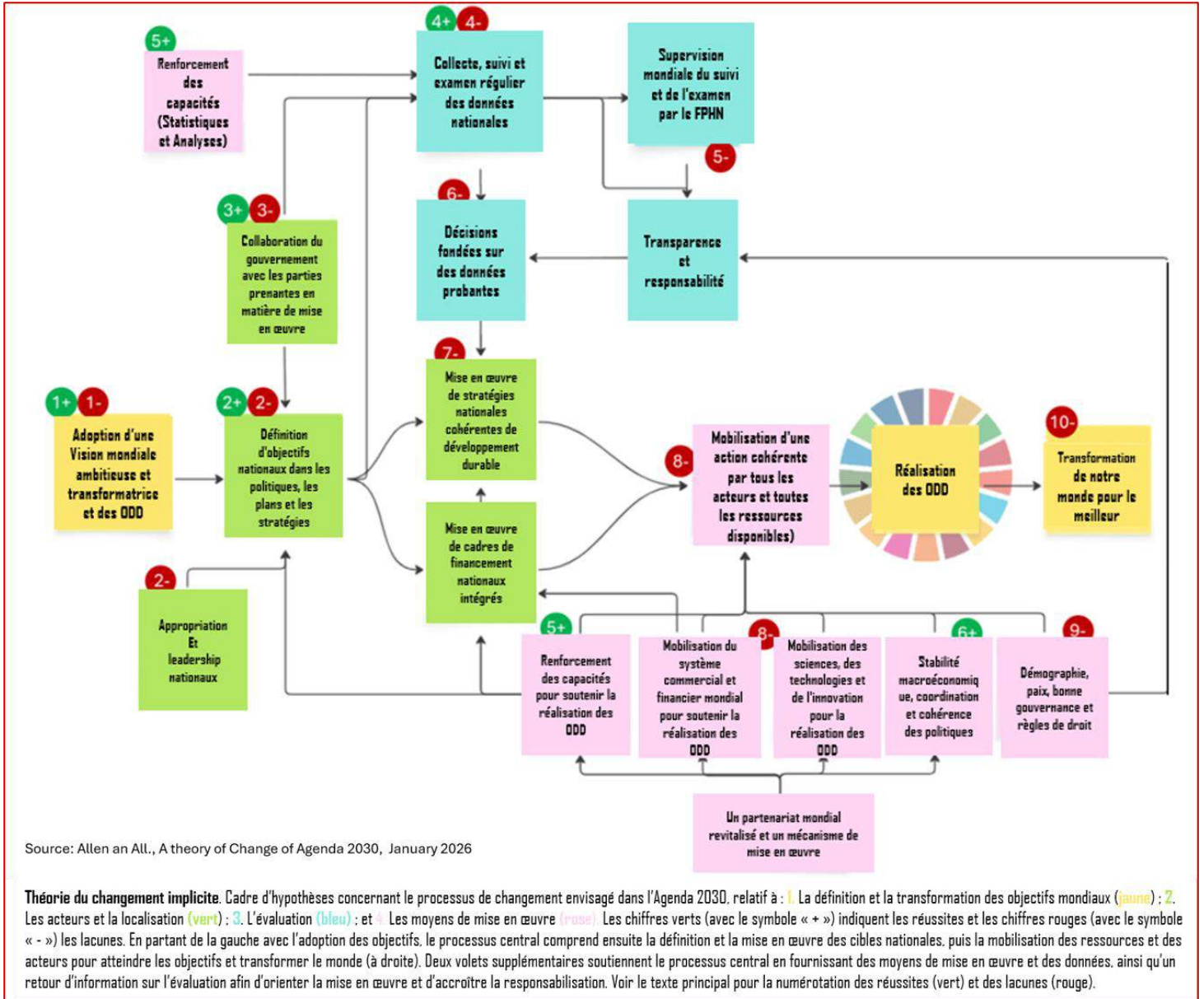


3. Enquêtes SDSN 2026 : Priorités Exprimées par les Experts

Axe Prioritaire Post-2030	Niveau d'Adhésion	Implications & Actions Attendues
Moyens d'Exécution (Finance & Gouvernance)	> 75 % des répondants	Renforcement prioritaire des leviers financiers, de la capacité institutionnelle et de la gouvernance mondiale.
Réforme Financière Mondiale	Très forte priorité	Réduction du coût du capital pour les pays émergents et mécanismes anti-crisés de liquidité.
Prise en compte des Effets Spillover	Unanime chez les experts	Rendre les pays riches comptables de leurs retombées négatives (empreinte carbone, fuite de bénéfices, pesticides interdits).
Continuité du Cadre des ODD	Consensus massif	Conserver la structure ODD jusqu'en 2050 pour stabiliser les trajectoires, tout en affinant la mesure d'impact.

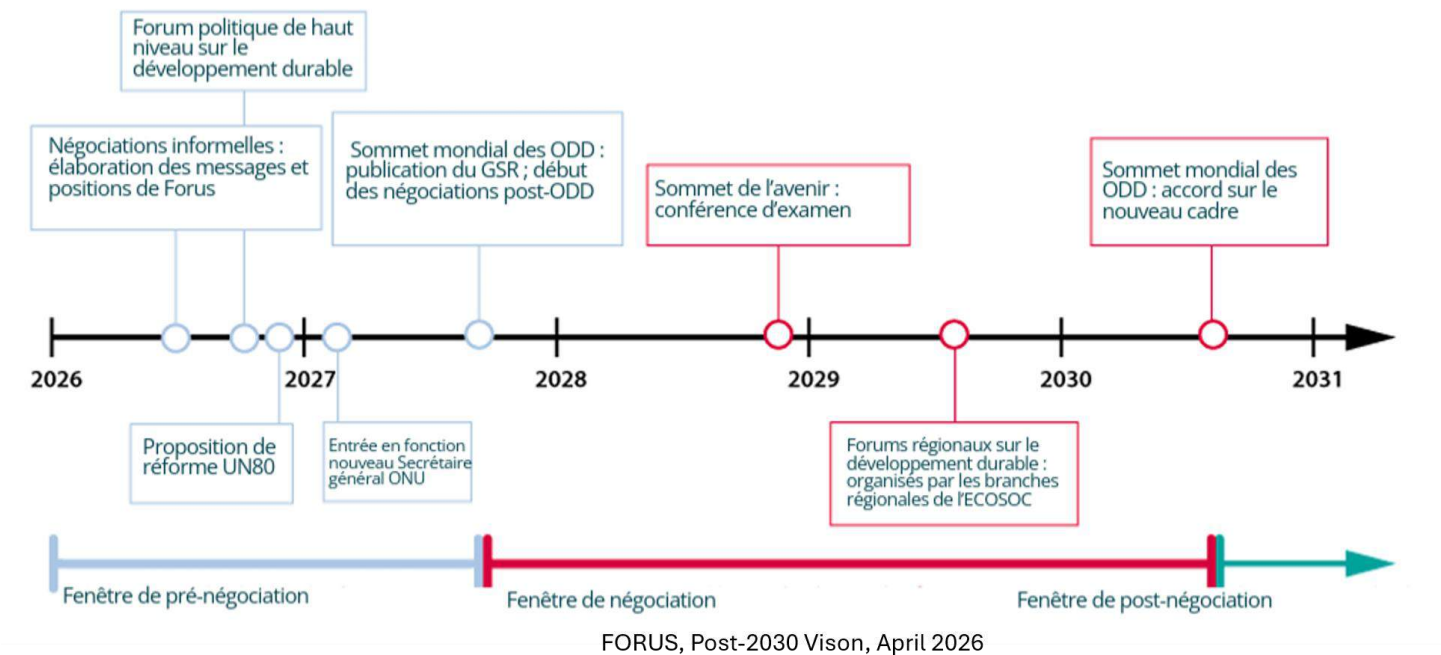
2.2 A theory of change approach to enhance the post-2030 sustainable development agenda

THÉORIE IMPLICITE DE CHANGEMENT DE L'AGENDA 2030 POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

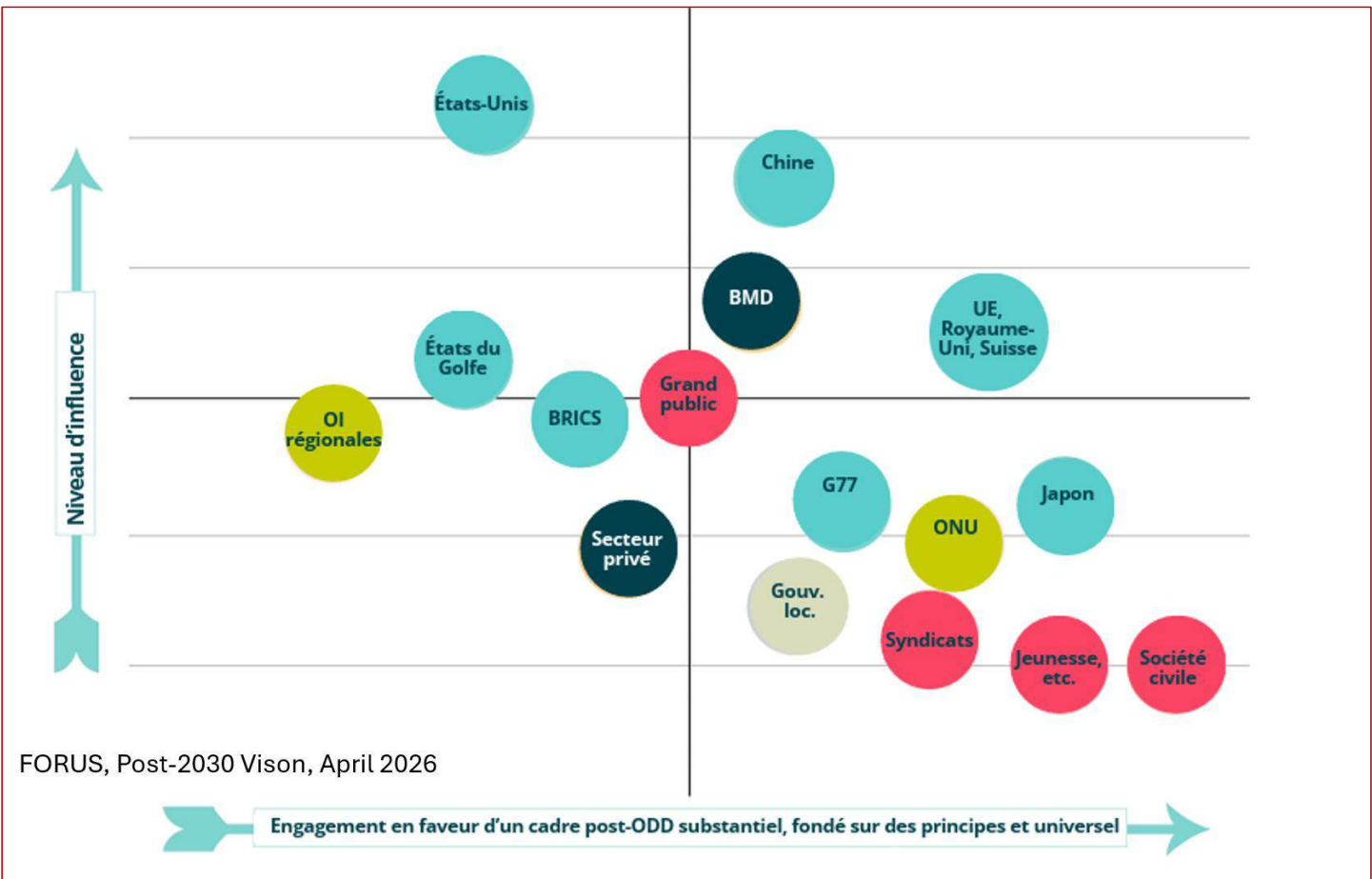


2.3 Forus post-2030 Vision

FENÊTRES ET MOMENTS CLÉS DE PLAIDOYER – FORUS POST-2030 VISION



CARTOGRAPHIE D'INFLUENCE DES ACTEURS CLÉS – FORUS POST-2030 VISION



Après 2030, quel monde voulons-nous ?

Ce que disent trois grands rapports sur l'avenir du développement durable

SDSN 2026 · Allen et coll. 2026 · Forus 2026

Préparé avec l'assistance de COPILOT

Juillet 2026 — Document d'information

Les thèmes de ce document : *développement durable · agenda post-2030 · gouvernance mondiale · société civile · ODD · équité*

Après 2030 : un nouveau départ ?

En 2030, les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies arrivent à échéance. Ces 17 objectifs — de la lutte contre la pauvreté à la protection des océans — ont structuré l'agenda international du développement pendant quinze ans. Le bilan est mitigé : des progrès réels dans certains domaines, mais de profondes inégalités persistantes et une crise climatique qui s'aggrave.

La question qui se pose désormais est simple mais décisive : que vient-il après ? Qui propose quoi pour la prochaine génération de politiques mondiales de développement durable ? Et surtout, ces propositions sont-elles compatibles entre elles — ou révèlent-elles des visions du monde radicalement différentes ?

Ce document décrypte trois publications majeures parues en 2026 et qui tentent chacune à leur façon de répondre à cette question. Elles représentent trois types d'acteurs bien distincts : un réseau d'experts onusiens, des chercheurs académiques et des organisations de la société civile mondiale. Leurs réponses ne se ressemblent pas toujours — et c'est précisément là qu'est l'intérêt.

Comment avons-nous travaillé ?

- Nous avons passé au crible les trois documents selon une grille de 20 critères couvrant la gouvernance, le financement, l'équité, les indicateurs et la responsabilité.
- Résultat : un tableau comparatif, une synthèse des points d'accord et de désaccord, et des pistes pour comprendre les enjeux de l'agenda post-2030.

À retenir

- Trois publications, trois visions : experts ONU, chercheurs académiques, ONG mondiales.
- Le défi : construire un agenda post-2030 plus juste, plus ambitieux, et qui tienne ses promesses.
- Ce document vous aide à comprendre les débats en cours — sans jargon.

Les trois documents décryptés

SDSN 2026 — Le rapport des experts onusiens

« *Ambitieux sur les solutions, pragmatique sur la gouvernance* »

Qui l'a publié ? Le Sustainable Development Solutions Network est un réseau mondial d'universités et de centres de recherche, fondé par l'économiste Jeffrey Sachs et affilié aux Nations Unies. Son rapport 2026 s'adresse aux gouvernements et aux institutions internationales.

De quoi ça parle ? Ce rapport propose une feuille de route détaillée pour l'après-2030. Il mise sur l'innovation technologique, le financement international et une meilleure coordination entre États pour relever les défis climatiques, alimentaires et sanitaires.

Les idées-clés

- ✓ Renforcer les institutions multilatérales — l'ONU reste le pivot central de la gouvernance mondiale.
- ✓ Mobiliser des financements massifs : au moins 4 000 milliards de dollars par an vers les pays en développement.
- ✓ Accélérer les transitions énergétique, alimentaire et numérique — avec un rôle moteur pour la technologie.
- ✓ Mieux mesurer les progrès au-delà du seul PIB, avec des indicateurs de bien-être et de durabilité.
- ✓ Réformer les règles du commerce et de la dette internationale pour rééquilibrer les rapports Nord-Sud.

En deux mots : *Un rapport solide et ambitieux, mais qui parie sur la réforme du système existant plutôt que sur sa transformation en profondeur.*

Allen et coll. 2026 — La voix des chercheurs

« Remettre en question les indicateurs et les angles morts »

Qui l'a publié ? Cet article est signé par une équipe internationale de chercheurs en sciences sociales et environnementales, publié dans la revue Nature Sustainability à comité de lecture. Il s'adresse à la communauté académique mais aussi aux décideurs.

De quoi ça parle ? Les auteurs dressent un bilan critique de l'Agenda 2030 et proposent de nouveaux cadres d'analyse. Leur point central : les ODD tels qu'ils ont été définis sont trop centrés sur la croissance économique et ignorent des dimensions essentielles comme l'équité, la santé mentale ou la biodiversité culturelle.

Les idées-clés

- ✓ Le PIB est un mauvais thermomètre du développement — il faut des indicateurs alternatifs plus holistiques.
- ✓ Les ODD ont sous-estimé les inégalités au sein des pays, pas seulement entre les pays.
- ✓ Les droits humains doivent être au cœur du prochain agenda, pas en périphérie.
- ✓ Les données sur les progrès sont souvent incomplètes ou biaisées — il faut une révolution statistique.
- ✓ L'agenda post-2030 doit être co-construit avec les populations concernées, pas seulement avec les gouvernements.

En deux mots : *Une contribution intellectuellement stimulante qui bouscule les certitudes — et montre que mesurer le bon développement, c'est déjà une bataille politique.*

Forus 2026 — La voix des ONG et des communautés

« Redonner le pouvoir aux populations »

Qui l'a publié ? Forus International est un réseau mondial de plateformes nationales d'ONG, représentant des milliers d'organisations de la société civile à travers le monde. Son document de plaidoyer 2026 interpelle directement les gouvernements et les institutions multilatérales.

De quoi ça parle ? Le document défend une vision radicalement différente : l'agenda post-2030 ne peut pas être écrit sans les communautés locales, les peuples autochtones et les groupes marginalisés. Il dénonce les approches technocratiques et appelle à une gouvernance véritablement participative.

Les idées-clés

- ✓ Les communautés locales doivent avoir un vrai pouvoir décisionnel — pas seulement consultatif.
- ✓ La justice climatique est non-négociable : les pays riches doivent assumer leur responsabilité historique.
- ✓ Le financement de la société civile est dramatiquement insuffisant — et souvent conditionné politiquement.
- ✓ Les États doivent rendre des comptes : des mécanismes contraignants de suivi sont indispensables.
- ✓ L'agenda post-2030 doit reconnaître la diversité des modèles de développement — pas imposer un modèle unique.

En deux mots : *Un texte de plaidoyer puissant, qui donne une voix à ceux qu'on entend peu dans les couloirs onusiens — et qui rappelle que le développement, c'est avant tout une affaire humaine.*

Comparaison : qui dit quoi ?

Le tableau ci-dessous compare les trois publications sur 20 thèmes clés. **Légende :** *SDSN = réseau d'experts ONU · Allen = chercheurs académiques · Forus = ONG mondiales*

Thème	 SDSN 2026 (Experts ONU)	 Allen et coll. 2026 (Chercheurs)	 Forus 2026 (ONG mondiales)
Qui gouverne le monde ?	Des institutions multilatérales réformées et renforcées — l'ONU reste centrale.	Des systèmes de gouvernance plus inclusifs et transparents, avec des mécanismes de contrôle indépendants.	Les communautés locales et la société civile, pas seulement les États et les organisations internationales.
Quelle est leur vision du monde ?	Optimisme technologique et institutionnel : les bons outils et la bonne coordination suffisent.	Vision critique : les systèmes actuels reproduisent les inégalités, il faut changer les règles du jeu.	Vision transformatrice : justice, droits et participation avant efficacité technique.
Que pensent-ils de l'Agenda 2030 ?	Un cadre utile mais insuffisant — à approfondir et étendre avec plus d'ambition.	Un agenda fondamentalement limité par ses angles morts sur l'équité et les droits.	Un agenda confisqué par les États et les experts — la société civile a été trop peu entendue.
Quels sont leurs sujets prioritaires ?	Énergie, alimentation, santé, éducation, financement climatique, technologie.	Inégalités, droits humains, bien-être, mesure alternative des progrès, biodiversité.	Participation citoyenne, justice climatique, droits des communautés, financement de la société civile.
Comment financer le développement ?	Mobilisation massive de financements publics et privés internationaux — réforme de la dette.	Financement conditionné à la réduction des inégalités et au respect des droits humains.	Financement direct et non conditionnel vers les organisations communautaires.
Quelle place pour la société civile ?	Partenaire de mise en œuvre, mais les États gardent le leadership.	Actrice essentielle de la production de données et du contrôle démocratique.	Acteur central et légitime — pas une simple partie prenante consultée en dernier.
Quelle place pour les droits humains ?	Mentionnés comme principes directeurs, mais pas au cœur du dispositif.	Fondement non-négociable de tout indicateur et de toute politique.	Fil rouge de l'ensemble du document — aucune politique sans droits garantis.
Comment mesurer les progrès ?	Indicateurs élargis au-delà du PIB : bien-être, empreinte carbone, capital naturel.	Révolution statistique complète : nouveaux indicateurs co-construits avec les populations.	Indicateurs définis par les communautés elles-mêmes, selon leurs propres valeurs.
Quel rôle pour la science et la tech ?	Rôle central — innovation technologique comme principal levier de transformation.	Rôle important mais à encadrer : les données et les algorithmes peuvent creuser les inégalités.	La technologie doit servir les communautés, pas les remplacer ou les exclure.
Quelle approche sur le climat ?	Transition énergétique ambitieuse, financement climatique pour les pays du Sud.	Le climat est indissociable de la justice sociale — on ne peut pas les traiter séparément.	Justice climatique : les plus riches polluent le plus, les plus pauvres subissent le plus.
Les pays du Sud ont-ils voix au chapitre ?	Oui, en principe — mais les mécanismes restent largement définis par le Nord.	Insuffisamment — l'agenda 2030 a reproduit des rapports de domination Nord-Sud.	Non, pas assez — et c'est le cœur du problème. Il faut une rupture avec les pratiques actuelles.
Comment rendre les acteurs responsables ?	Rapports réguliers des États, suivi par des comités onusiens.	Mécanismes indépendants de vérification, rôle accru des parlements et des médias.	Mécanismes contraignants, avec droit de recours pour les communautés affectées.
Leurs recommandations phares	Réforme de l'architecture financière mondiale, pacte numérique, accélération des transitions.	Nouveau cadre d'indicateurs, droits au centre, co-construction des politiques.	Charte des droits de la société civile, financement garanti, gouvernance participative.
Points d'accord avec les autres	Besoin d'indicateurs au-delà du PIB ; financement accru pour les pays du Sud.	Urgence climatique ; insuffisance des ODD actuels.	Redevabilité des États ; droits humains comme boussole.
Ce qui les distingue vraiment	Mise sur la réforme institutionnelle progressive — pas de rupture.	Critique épistémologique profonde — remet en cause les fondements même des ODD.	Rejet du technocratisme — le peuple, pas les experts, doit piloter.
Leurs forces	Crédibilité institutionnelle, chiffres solides, réseau d'influence mondial.	Rigueur scientifique, regard critique, données empiriques nouvelles.	Légitimité terrain, représentation des sans-voix, ancrage dans la réalité vécue.

Leurs limites	Peut sembler trop prudent face à l'ampleur des crises. Vision parfois technocratique.	Langue académique parfois difficile d'accès pour les non-spécialistes.	Document de plaidoyer : moins de données chiffrées, plus de posture normative.
Utilité pour ASEA/GSI	Référence pour les discussions avec les institutions onusiennes et les gouvernements.	Apport analytique pour les travaux de recherche et les positions de plaidoyer.	Inspiration pour les stratégies d'alliance avec la société civile mondiale.
À qui s'adressent-ils ?	Gouvernements, institutions internationales, grandes ONG de mise en œuvre.	Chercheurs, décideurs, think tanks, agences statistiques nationales et internationales.	ONG, mouvements sociaux, communautés locales, gouvernements sensibles au plaidoyer.
Point de départ intellectuel	Rationalité économique et expertise technique au service du développement.	Sciences sociales critiques : les structures créent les inégalités.	Éthique des droits et justice sociale : la légitimité vient d'en bas.

♦ À retenir

- Les trois publications s'accordent sur un point : l'Agenda 2030 n'a pas suffi — il faut aller plus loin.
- Leurs divergences portent sur le « comment » : réformer le système, le critiquer ou le transformer de fond en comble.
- Ce tableau montre que le débat post-2030 est autant politique qu'intellectuel.

Où se rejoignent-ils ? Où s'affrontent-ils ?

Ce sur quoi tout le monde s'accorde

Malgré leurs différences profondes, les trois publications partagent plusieurs convictions fondamentales. Premièrement, elles reconnaissent toutes que l'Agenda 2030 a échoué à tenir ses promesses les plus ambitieuses. Les inégalités mondiales n'ont pas reculé, la crise climatique s'est accélérée, et les mécanismes de financement du développement restent largement insuffisants.

- ▶ Le PIB ne suffit plus comme indicateur de progrès — il faut mesurer le bien-être, la durabilité et l'équité.
- ▶ Les pays du Sud doivent recevoir beaucoup plus de financements, dans des conditions plus justes.
- ▶ Les États doivent rendre des comptes de façon plus rigoureuse et plus transparente.
- ▶ La crise climatique est une urgence absolue qui conditionne tous les autres objectifs.
- ▶ Les voix des plus marginalisés — femmes, peuples autochtones, jeunes — doivent être mieux entendues.

Ce qui divise vraiment

C'est ici que les choses deviennent intéressantes. D'un côté, le SDSN incarne ce qu'on pourrait appeler la vision des ingénieurs du développement : si on construit les bonnes institutions, si on mobilise les bons financements, si on déploie les bonnes technologies — ça marchera. C'est une vision réformiste, optimiste, qui croit au système international existant.

En face, Allen et coll. jouent le rôle des chercheurs qui soulèvent des questions gênantes : et si les indicateurs qu'on utilise pour mesurer le progrès étaient eux-mêmes biaisés ? Et si l'Agenda 2030 avait été construit sur des bases intellectuelles trop étroites, trop économistes, trop occidentales ?

Et puis il y a Forus, qui parle au nom de milliers d'ONG sur le terrain. Leur message est simple et direct : les grandes conférences internationales, les tableaux de bord et les rapports d'experts ne suffisent pas — les communautés doivent avoir un vrai pouvoir. Pas un siège symbolique à la table des négociations, mais une capacité réelle de décision.

La grande question non résolue

Au fond, le débat post-2030 tourne autour d'une question centrale que ces trois publications mettent chacune à leur façon en lumière : qui légitime les décisions mondiales sur le développement ? Les experts et les gouvernements ? Les chercheurs et leurs données ? Ou les populations qui vivent directement les conséquences de ces politiques ?

Il n'y a pas de réponse simple. Mais le fait que ces trois textes posent la question sous des angles si différents montre que le prochain agenda de développement sera le fruit d'un vrai rapport de forces — et pas seulement d'un consensus technique.

✦ À retenir

- Point commun fort : l'Agenda 2030 n'a pas tenu ses promesses — le prochain doit être plus ambitieux.
- Tension principale : réformer le système existant VS le transformer de fond en comble.
- La grande question : qui a le droit et la légitimité de définir le « bon » développement ?

Ce qu'il faut retenir

Ces trois publications, aussi différentes soient-elles, nous envoient toutes le même signal d'alarme : le monde de 2026 a besoin d'un nouvel agenda de développement ambitieux, et vite. Les négociations sont déjà en cours à l'ONU. Les positions s'affûtent. Les alliances se forment.

1. Le débat n'est pas que technique — il est profondément politique.

Derrière les questions de financement, d'indicateurs et de gouvernance se cachent des choix de valeurs : efficacité ou justice ? Réforme ou transformation ? Expertise ou participation citoyenne ? Ces trois documents montrent que l'agenda post-2030 sera le reflet d'un choix de société.

2. Les ODD ont ouvert la voie — mais ils n'ont pas suffi.

L'Agenda 2030 a eu le mérite d'unifier le monde autour d'objectifs communs. Mais les trois publications s'accordent pour dire qu'il était trop prudent, trop axé sur la croissance, et pas assez contraignant pour les États. Le prochain cadre doit corriger ces lacunes.

3. La société civile veut un siège à la table, pas dans la salle d'attente.

C'est le message central de Forus — et il résonne dans les deux autres publications. Les ONG, les communautés locales et les citoyens ordinaires ne peuvent plus être de simples bénéficiaires ou des consultés de dernière minute. Leur participation doit être structurelle.

4. On ne peut pas séparer développement et justice climatique.

Les trois textes s'accordent là-dessus : la crise climatique est la toile de fond de tout l'agenda post-2030. Tout financement, tout objectif, tout indicateur doit être pensé en lien avec elle.

5. La bataille des indicateurs est une bataille politique.

Allen et coll. le montrent brillamment : mesurer le bon développement, c'est déjà choisir quel développement on veut. Qui mesure quoi, avec quelles données, validées par qui — ce sont des questions de pouvoir.

Et maintenant ?

La prochaine grande échéance onusienne sur le développement est une opportunité unique. Ces trois documents fournissent des pistes sérieuses, parfois contradictoires, mais toutes utiles. La vraie question est de savoir si les acteurs qui ont le pouvoir de décision seront prêts à écouter — y compris ceux qui ne sont pas encore assis à leur table.

Pour aller plus loin

Vous souhaitez approfondir ces sujets ? Voici les trois documents analysés dans ce guide, ainsi que quelques ressources complémentaires utiles.

Les trois documents de ce dossier

SDSN — Transforming Our World Beyond 2030 — Rapport programmatique — 2026

→ Rapport : le document de référence du réseau onusien. Disponible gratuitement sur le site du SDSN. Idéal pour comprendre les positions institutionnelles.

Allen, J. et coll. — Rethinking the SDG Framework for 2030 and Beyond — Nature Sustainability — 2026

→ Article académique : dense mais stimulant. L'abstract est accessible gratuitement. À lire pour comprendre les arguments académiques critiques.

Forus International — A Civil Society Agenda for Post-2030 — Document de plaidoyer — 2026

→ Plaidoyer : disponible sur le site de Forus. Court, direct, et ancré dans la réalité de terrain. À diffuser largement.

Pour aller encore plus loin

Nations Unies — Rapport du Secrétaire général sur les ODD — 2025

→ Le bilan officiel de mi-parcours. Sobrement alarmant.

Sachs, J. et coll. — Sustainable Development Report 2025 — Cambridge University Press

→ Le rapport annuel du SDSN avec les données pays par pays — précieux pour contextualiser.

OECD — A Framework for Post-2030 Policy Coherence — 2026

→ L'angle OCDE : comment les politiques des pays riches affectent les pays en développement.

Raworth, K. — La théorie du Donut — 2017 (Plon, traduction française)

→ Un classique accessible : une autre façon de penser le développement entre plancher social et plafond écologique.